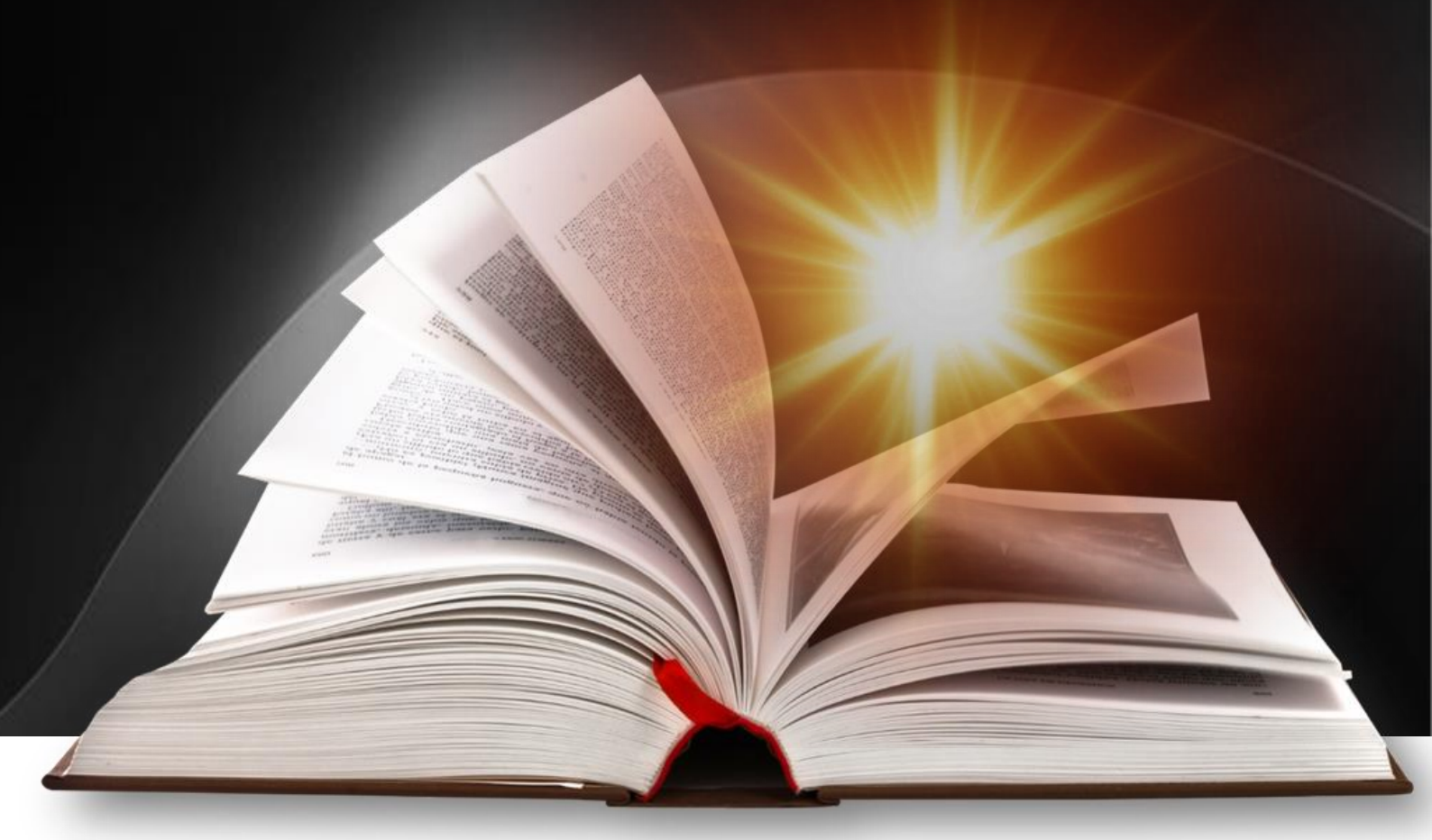
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 4, n°1, Janvier- Avril 2025

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

Rôle des universités et instituts supérieurs techniques dans la promotion du développement durable en République Démocratique du Congo : une analyse critique

[Role of Universities and Technical Higher Education Institutions in Promoting Sustainable Development in the Democratic Republic of Congo: A Critical Analysis]

Olga Momat Kakudji
Institut supérieur des techniques appliques de Lubumbashi STA-LU/RD Congo
Email : olgamomat@gmail.com

Trésor Kabulo Kabongo
Université de Lubumbashi UNILU/RD Congo
Email : kabongotresorchic@gmail.com

ISSN

: 2790-6248

: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA

Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)

ISSN : 2790-6248

e-ISSN : 2790-6256

© Editions Lumumba - APANAEFJ

Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont répertoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

– Pan African Youth Journal –

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre

Prix du numéro : 45 USD

Abonnement annuel : 100 USD

Version numérique disponible sur : www.afriscience.org

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :

@editionslumumba | @afriscience

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec une ferveur renouvelée et un sens aigu de notre responsabilité intellectuelle que nous vous convions à franchir les portes de cet espace unique, dédié à la célébration de l'intelligence et de la créativité africaines dans toute leur splendeur. La **Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)** se positionne ici comme un carrefour où se croisent réflexion académique et innovation pragmatique, dans une quête inlassable de réponses aux défis multiformes de notre époque.

Dans un monde en constante mutation, cette revue se veut une boussole, orientant les esprits curieux vers des territoires inexplorés de la pensée critique. Chaque article, chaque réflexion, chaque témoignage publié dans ces pages transcende les barrières géographiques et culturelles, tissant une toile intellectuelle où l'Afrique dialogue avec le reste du monde. Loin des visions simplistes et uniformisantes, cette revue offre une lecture plurielle et nuancée, où la diversité des perspectives est érigée en moteur de compréhension et de transformation.

Ce numéro particulier s'inscrit dans une dynamique audacieuse : celle de faire rayonner non seulement l'ingéniosité scientifique, mais également la richesse des expériences humaines qui en sont le socle. À travers des contributions d'une rigueur exemplaire, nos auteurs dévoilent des idées qui jaillissent des contextes de résilience et d'espoir, et qui trouvent leur force dans l'intersection de disciplines, de cultures et de visions. Ces pages témoignent d'une Afrique en mouvement, une Afrique créative et porteuse de solutions pour un avenir plus inclusif et durable.

Loin d'être un simple réceptacle de savoirs, cette revue est un espace vivant, animé par une communauté d'auteurs, de chercheurs et de penseurs qui s'engagent à poser des jalons pour le développement scientifique et social. Ensemble, ils bâtissent des ponts entre l'universel et le particulier, entre le local et le global, démontrant que l'innovation africaine est non seulement pertinente, mais essentielle à l'évolution des sociétés contemporaines.

Notre comité éditorial, appuyé par une équipe scientifique d'excellence, veille à garantir une qualité irréprochable à chaque publication. Ce travail collaboratif, empreint de rigueur et d'éthique, reflète notre ambition de faire de la RPJ un vecteur de transformation sociale et une tribune où les voix africaines s'expriment avec force et conviction. Chaque numéro est une invitation à repenser les paradigmes dominants, à déconstruire les stéréotypes, et à envisager de nouvelles façons de concevoir le rôle de l'Afrique dans le monde.

Alors que vous parcourez ces pages, nous espérons que vous serez saisi(e)s par l'ampleur des idées, la profondeur des analyses et la portée des visions qui y sont présentées. Plus qu'une lecture, cette revue est une expérience, une immersion dans un univers où la science et la pensée critique façonnent les contours d'un avenir prometteur.

Plongez dans cette aventure intellectuelle, où l'Afrique se réinvente et inspire le monde. Ensemble, poursuivons le rêve d'un continent qui, par sa richesse intellectuelle et sa créativité, se hisse au rang des acteurs incontournables de la réflexion mondiale.

Bonne lecture et bienvenue dans cet univers d'idées, d'innovations et de découvertes !

L'équipe éditoriale

Equipe de la revue

Comité de rédaction :

- Directeur de Publication : M. le Pr. Basile Mulwani Makelele, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. Philippe Kasongo Maloba Tshikala, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. Valery Ngoy Ndala, RD. Congo
- Secrétaire éditorial : William Agbaka, Bénin
- Coordinateur du processus d'adhésion : M. Josué Lwamba, RD Congo
- Gestionnaire administratif : Banon Zinsou Côme, Bénin
- Gestionnaire financière : Clarisse Mwelwa Bilepo, RD Congo
- Coordinateur des partenariats : Fidèle Bukasa Kabwe, RD Congo
- Traducteur en chef : Dr. Fo-Koku D. Woameno, Togo
- Responsable de la publication en ligne : M. Mayou Nkensa, Cameroun

Comité scientifique :

- Dr. Abdoulaye OUEDRAOGO, PhD en Gestion de Projets, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) au Burkina Faso, Burkina Faso
- Dr. Abi-Kaberou Gildas, PhD en Sciences de l'Education, Ecole Normale Supérieure (ENS/Porto-Novo) et à l'Institut de Psychologie de Travail et des Organisations (PTO), Bénin
- Dr. Adaba Koffi Amessou, PhD en Sociologie (Sociologie Politique), Université de Lomé, Togo
- Dr. Adrien Mazanga Nakunyi, PhD en Sciences de l'Education, Université Simon Kimbangu de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Akimou TCHAGNAOU, PhD en Sciences de l'Education et de la Formation, Université André Salifou de Zinder, Niger
- Dr. AMBOMBI EYOLO Azede Espoir, PhD en criminologie, PhD en pédagogie, en psychologie des organisations, Directeur de la chaire MBA, Afrikan campus, Formateur à l'école de police du Congo, Congo Brazza
- Dr. Amoussou Franck, PhD en Linguistique Anglaise Appliquée, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Andi Cudai Nur, PhD en Education, Makassar State University, Indonésie
- Dr. Ballo Drisa, PhD en Roman africain, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali
- Dr. Basile Mulwani Makelele, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Bernard Aristide BITOUGA, PhD en Anthropologie (Anthropologie sociale et culturelle), Université de Douala, Cameroun

- Dr. Bruno Duovany BEKOLO ENGOUDOU, PhD en ethnologie-anthropologie, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Carine Nadège BOUMA, PhD en Droit privé, Université de Bamenda, Cameroun
- Dr. Dédé Terence, PhD en Lettres, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Doba SORO, PhD en Anthropologie Sociologie, Université Polytechnique de Man, Côte d'Ivoire
- Dr. Dre NGONO OSSANGO PANGRACE, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du développement humain, Université de Yaoundé, Cameroun
- Dr. ESSOME LELE GIslain Arnaud, PhD en Langue et Linguistique espagnoles, option Sémiotique iconotextuelle, Asociación de Cervantistas ECLLA – Études du Contemporain en Littératures, Langues et Arts, UJM Saint-Étienne UFD LLSL – Littératures, Langues et Sciences du Langage, Univ. Maroua, Cameroun
- Dr. Fidélie NTSHIKALA MBUYA, PhD en Psychologie, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Fo-Koku D. Woameno, PhD en Littérature et civilisation américaine, Université de Lomé, Togo
- Dr. Gano Nouhou, PhD en Analyse du discours, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Dr. Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD en Sciences de l'éducation, Spécialité : Politiques éducatives (Éducation inclusive), Ecole Normale Supérieure/Koudougou, Burkina Faso
- Dr. Ilunga Bumute Christian, PhD en Psychologie, Université de Likasi, RD Congo
- Dr. Jean Pierre Kayembe Kayembe, PhD en Chimie, Rhodes University, South Africa
- Dr. Jeef TSHITAMBA KABALA, PhD en Sciences Politiques et Administratives, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. José NGOY WA NGOY TWITE, PhD en Psychologie du travail, spécialité : psychopathologie du travail, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Kabiena Kuluila Pierre Valery Dieudonné, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kabuya-Kabeya Sthilobo Hilaire, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kaniki Wa Cilombo Joseph-Robert, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. KONGUE Toyindou, PhD en Géographie, Option Géographie humaine, rurale et économique, Université de Lomé, Togo
- Dr. KONÉ PATRICE M'BÉTIEN, PhD en Criminologie, Université Félix Houphouet Boigny, Côte- d'Ivoire

- Dr. KOUADIO BAYA BOUAKI, PhD en Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. KOUADIO Yao Adoman Francis, PhD en Sociologie politique, West Africa Social Science Laboratory, Côte- d'Ivoire
- Dr. Lago Blé Angelin, PhD en Histoire, Université Jean-Lorougnon Guede, Côte d'Ivoire
- Dr. Lokossou Bonaventure, PhD en audiovisuel et de l'information, de la communication, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Matthias Cinyabuguma, PhD en Economie, Banque mondiale, RD Congo
- Dr. MBANGI MBONZALE, PhD en sciences sociales, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. MBULA MUSASA M. Serge Caleb, PhD en Sciences (Géologie du Pétrole), Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa, RD Congo
- Dr. Metsena Ndjavoua, PhD en Histoire des Relations Internationales, Université de Maroua (Cameroun)/ Institut Universitaire de Développement International (IUDI), Cameroun
- Dr. Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, PhD en Sciences Économiques et de gestion, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali
- Dr. Moussa Coulibaly, PhD en Sciences du langage et de la Communication, Université Assane Seck de Ziguinchor du Sénégal, Sénégal
- Dr. Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, PhD en santé, Santé publique, épidémiologie, biostatistique, recherche en santé, Hôpital de référence de Maradi, Niger
- Dr. Nebie Boukary, PhD en Sciences du Langage, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Dr. Ngala Ntumba Peter, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. NGOIE KAZIMINGI Patrick, PhD en Sciences de l'Education, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Ngoy Ndombe Alain, PhD en Droit, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Nkongolo Mulami Kapweka Alphonse, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Norbert Aimé MELINGUI AYISSI, PhD en Histoire, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Ntita Ntita Jean Christ, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Nyebe Atangana Sandrine, PhD en Sciences de l'Education, Membre du Laboratoire BONHEURS, CY Cergy Paris Université, Cameroun
- Dr. Outéndé TOUNDOU, PhD en Physiologie végétale, Agrophysiologie, fertilisation des sols, Université de Lomé, Togo

- Dr. Philippe KASONGO MALOBA TSHIKALA, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, Belgique
- Dr. Raymond-Bernard AHOUANDJINOU, PhD en socio-anthropologie, andragogue et juriste, Association Internationale des Sociologues de Langue Française et du Centre d'Etudes et de Recherche en Education et Interventions Sociales pour le Développement (CEREID), Bénin
- Dr. Richard Muimbi Kitumba, PhD en Droit, Université de Kabinda, RD Congo
- Dr. SAIDI Hicham, PhD en sciences économiques et gestion, Université Moulay Ismaïl, FSJES – Meknès, Maroc
- Dr. SIDIBÉ OUSMANE, PhD en Linguistique du Discours, Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
- Dr. Tamia Jules-Amstrong, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du Travail et des Organisations, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Xie Huifang, PhD en Sciences de l'Education, Université pédagogique d'Etat du Liaoning, Chine
- Prof. Dr. DIEU LOBA ARNAUD, Professeur titulaire CAMES, Université Félix Houphouet Boigny, Côte d'Ivoire.

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

Rôle des universités et instituts supérieurs techniques dans la promotion du développement durable en République Démocratique du Congo : une analyse critique

[Role of Universities and Technical Higher Education Institutions in Promoting Sustainable Development in the Democratic Republic of Congo: A Critical Analysis]

Olga Momat Kakudji
Institut supérieur des techniques appliques de Lubumbashi STA-LU/RD Congo
Email : olgamomat@gmail.com

Trésor Kabulo Kabongo
Université de Lubumbashi UNILU/RD Congo
Email : kabongotresorchic@gmail.com

Résumé

La République Démocratique du Congo (RDC), malgré ses richesses naturelles exceptionnelles, est confrontée à des défis majeurs tels que la pauvreté, la déforestation et une gestion inefficace des ressources. Cet article examine le rôle crucial des universités et instituts supérieurs techniques dans la promotion du développement durable en RDC. À travers une analyse critique, il met en lumière leur triple mission : former une main-d'œuvre qualifiée pour répondre aux besoins locaux, produire des recherches appliquées pour résoudre les problèmes environnementaux et socio-économiques, et sensibiliser les communautés aux enjeux de durabilité. Cependant, des obstacles structurels comme le sous-financement, la déconnexion avec le secteur privé et la fuite des cerveaux limitent leur impact. Face à ces défis, des perspectives d'avenir sont proposées, incluant le renforcement des capacités institutionnelles, les partenariats public-privé, la mobilisation de financements diversifiés et la promotion de l'innovation locale. Cette étude souligne que, par une approche systémique, ces institutions peuvent devenir des leviers de transformation durable, exploitant le potentiel humain et naturel de la RDC pour un avenir résilient.

Mots-clés : Développement durable, Éducation supérieure, Universités, RDC

Abstract

The Democratic Republic of Congo (DRC), endowed with exceptional natural resources, faces significant challenges including poverty, deforestation, and inefficient resource management. This article investigates the critical role of universities and technical higher education institutions in promoting sustainable development in the DRC. Through a critical analysis, it highlights their threefold mission: training a skilled workforce to address local needs, conducting applied research to tackle environmental and socio-economic issues, and raising community awareness on sustainability issues. However, structural barriers such as chronic underfunding, disconnection from the private sector, and brain drain hinder their effectiveness. To overcome these challenges, future perspectives are proposed, including strengthening institutional capacities, fostering public-private partnerships, mobilizing diverse funding sources, and promoting local innovation. This study emphasizes that, through a systemic approach, these institutions can become catalysts for sustainable transformation, harnessing the DRC's human and natural potential for a resilient future.

Keywords: Sustainable development, Higher education, Universities, DRC

0. Introduction

L'éducation est universellement reconnue comme un levier essentiel du développement humain, à la fois pour l'individu et pour la société dans son ensemble. Elle représente un vecteur de progrès socio-économique, en renforçant les capacités des populations et en favorisant la prospérité des nations (Al-Shuaibi, 2014). En illuminant l'esprit et en élargissant les perspectives, elle dote les individus des outils nécessaires pour relever les défis complexes de leur époque (Sen, 1999). Le concept d'éducation, par sa nature multidimensionnelle, englobe l'acquisition de connaissances, l'expérience pratique, l'apprentissage continu et la transmission des savoirs. Clauzard (2014) la définit comme une pratique universelle, incarnée par l'action transformative d'une personne ou d'un groupe sur autrui. Dans une perspective complémentaire, Doharey et al. (2023) la décrivent comme un processus dynamique permettant d'intégrer des compétences, des valeurs et des habitudes qui soutiennent le développement personnel tout au long de la vie. Cependant, cet article se concentre exclusivement sur l'éducation supérieure, dispensée par les universités et les instituts supérieurs techniques, en raison de son rôle stratégique dans la transformation des sociétés modernes.

L'éducation supérieure est un moteur fondamental du développement des communautés et des pays, notamment grâce à sa capacité à générer des ressources humaines qualifiées et à stimuler la croissance économique (Al-Youbi et al., 2021). Selon la Banque mondiale (2020), les investissements dans ce secteur sont étroitement corrélés à une augmentation du PIB et à une réduction des inégalités, en particulier dans les pays en développement. Ahmedova (2023) ajoute que les institutions d'enseignement supérieur jouent un rôle pivot dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat, en servant de creuset à la créativité dans des domaines clés tels que les technologies, les sciences et la gestion d'entreprise. Cette dynamique est d'autant plus pertinente dans un contexte comme celui de la République Démocratique du Congo (RDC), où les universités et instituts techniques sont appelés à répondre à des enjeux cruciaux de développement durable. Riches en ressources naturelles mais confrontées à une gestion souvent inefficace, ces institutions pourraient catalyser des solutions adaptées aux défis environnementaux, sociaux et économiques du pays (Adams & Bell, 2016). Leur efficacité dépend toutefois de plusieurs facteurs : la qualité de l'enseignement, l'adéquation des curricula aux réalités locales, l'accès aux infrastructures modernes et la capacité à produire des recherches appliquées répondant aux besoins spécifiques de la RDC (UNESCO, 2021).

Dans cette optique, cet article propose une analyse critique des obstacles structurels et institutionnels qui entravent actuellement les universités et instituts supérieurs techniques en RDC. Malgré leur potentiel, ces établissements peinent à remplir leur mission en raison de sous-financements chroniques, d'une faible visibilité internationale et d'une déconnexion avec les secteurs productifs (Teferra, 2013). À travers une approche interdisciplinaire, nous examinons leur rôle théorique et pratique dans la promotion du développement durable, tout en identifiant les lacunes qui limitent leur impact. Par exemple, alors que la RDC dispose d'un capital humain et

naturel exceptionnel, l'absence de politiques éducatives cohérentes freine l'émergence d'une élite capable de transformer ces atouts en opportunités durables (World Economic Forum, 2022). Enfin, nous avançons des recommandations détaillées : telles que le renforcement des partenariats public-privé, l'investissement dans la recherche appliquée et la modernisation des infrastructures, pour repositionner ces institutions comme des acteurs clés du développement durable congolais. Cette réflexion s'inscrit dans un cadre global visant à comprendre comment l'éducation supérieure peut transcender ses limites actuelles pour devenir un levier de transformation socioéconomique en RD Congo.

1. Analyse critique du rôle des universités et instituts supérieurs techniques dans le développement durable en République Démocratique du Congo

1.1. Contexte de la République Démocratique du Congo : un paradoxe de richesses et de défis

La République Démocratique du Congo (RDC) incarne un paradoxe frappant : un pays doté d'une biodiversité exceptionnelle et de ressources minérales parmi les plus abondantes au monde, mais confronté à des défis structurels majeurs tels que la pauvreté généralisée, la déforestation accélérée et une gestion inefficace de ses richesses naturelles (World Bank, 2021). Avec plus de 60 % de la forêt du Bassin du Congo et des réserves minérales stratégiques (cobalt, cuivre, coltan), la RDC pourrait être un leader économique en Afrique subsaharienne. Pourtant, ces atouts sont souvent mal exploités, entraînant des conséquences environnementales désastreuses et une marginalisation socio-économique persistante (Adams & Bell, 2016). Dans ce contexte, les universités et instituts supérieurs techniques apparaissent comme des acteurs potentiels cruciaux pour amorcer une transition vers un développement durable. Cependant, leur faible visibilité sur la scène internationale, combinée à des contraintes internes, limite leur capacité à transformer ce potentiel en résultats tangibles (Teferra, 2013). Cet article explore leur rôle théorique et pratique, identifie les obstacles majeurs et propose des recommandations stratégiques pour repositionner ces institutions au cœur du développement durable congolais.

1.2. Rôle des universités et instituts supérieurs techniques : une triple mission

La littérature académique attribue aux institutions d'enseignement supérieur un rôle multidimensionnel dans le progrès des nations (Altbach & Knight, 2007). En RDC, ce rôle se décline en trois axes fondamentaux : la formation professionnelle et technique, la recherche appliquée et l'innovation, ainsi que la sensibilisation et le plaidoyer.

1. Formation professionnelle et technique : répondre aux besoins locaux

Les instituts supérieurs techniques et les universités ont pour mission de former une main-d'œuvre qualifiée capable de relever les défis socio-économiques et environnementaux spécifiques à la RDC. Selon le Rapport mondial sur l'éducation de

l'UNESCO (2021), les systèmes éducatifs performants intègrent des curricula adaptés aux réalités du marché du travail. En RDC, cela implique de développer des programmes en agroécologie, gestion durable des ressources naturelles et énergies renouvelables. Par exemple, des compétences en agriculture durable pourraient réduire la dépendance aux pratiques agricoles sur brûlis, responsables d'une déforestation estimée à 0,2 million d'hectares par an (Global Forest Watch, 2022). De même, la formation d'ingénieurs spécialisés dans les énergies propres pourrait répondre à la faible électrification du pays, où moins de 20 % de la population a accès à l'électricité (World Bank, 2021). Cependant, l'absence de laboratoires modernes et de partenariats avec les industries locales compromet cette mission, laissant les diplômés souvent mal préparés aux exigences pratiques (Teferra, 2013).

2. Recherche appliquée et innovation : des solutions aux défis locaux

Les universités doivent agir comme des centres d'innovation, produisant des solutions concrètes aux problèmes endémiques de la RDC. La recherche appliquée peut, par exemple, améliorer la régulation de l'exploitation minière artisanale, qui emploie environ 2 millions de personnes mais génère des impacts environnementaux sévères, tels que la pollution des rivières par le mercure (UNEP, 2020). Des initiatives comme le développement de techniques d'extraction moins polluantes ou de stratégies de conservation de la biodiversité pourraient émerger de collaborations entre universités, entreprises et ONG (Adams & Bell, 2016). Pourtant, le faible financement de la recherche Ascough et al. (2018) soulignent que les universités africaines, y compris celles de la RDC, produisent des recherches abondantes, mais leur impact reste limité par un manque de diffusion internationale et d'infrastructures adéquates. En renforçant les capacités de recherche, les institutions congolaises pourraient jouer un rôle déterminant dans l'adaptation aux changements climatiques, un enjeu critique alors que la RDC subit des inondations et sécheresses de plus en plus fréquentes (IPCC, 2021).

3. Sensibilisation et plaidoyer : façonner une conscience durable

Au-delà de la formation et de la recherche, les universités ont un rôle éducatif et politique à jouer en sensibilisant les communautés et en influençant les décideurs. En organisant des conférences, ateliers et campagnes, elles peuvent promouvoir une culture de durabilité (UNESCO, 2021). Par exemple, des programmes d'entrepreneuriat vert pourraient encourager les étudiants à créer des start-ups locales axées sur le recyclage ou les énergies renouvelables, répondant ainsi aux besoins spécifiques du contexte congolais. De plus, en établissant des plateformes de dialogue avec la société civile et les autorités, elles peuvent plaider pour des politiques publiques favorisant le développement durable, comme la protection des écosystèmes du Parc national de la Salonga, menacé par l'exploitation illégale (WWF, 2022).

1.3. Défis limitant l'impact des institutions en RDC

Malgré ce potentiel, les universités et instituts techniques congolais font face à des obstacles structurels majeurs qui entravent leur mission.

1. Sous-financement chronique et infrastructures obsolètes

Le sous-investissement dans l'éducation supérieure est un problème récurrent en Afrique subsaharienne, et la RDC ne fait pas exception. Selon Teferra (2013), le financement public des universités africaines représente souvent moins de 1 % du PIB, contre une moyenne mondiale de 4 %. En RDC, ce déficit se traduit par des laboratoires vétustes, un accès limité aux ressources numériques et une pénurie de personnel qualifié. Par exemple, l'Université de Kinshasa, l'une des plus prestigieuses du pays, souffre d'un manque chronique d'équipements scientifiques modernes (World Bank, 2021).

2. Déconnexion avec les secteurs productifs

La faible collaboration entre les universités et le secteur privé limite l'application des recherches et l'employabilité des diplômés. Altbach et Knight (2007) notent que les partenariats public-privé sont essentiels pour aligner les formations sur les besoins industriels. En RDC, cette déconnexion est particulièrement criante dans des secteurs clés comme l'exploitation minière et l'agriculture, où les compétences techniques manquent cruellement (World Economic Forum, 2022). Cette inadéquation contribue à un taux de chômage élevé parmi les jeunes diplômés, estimé à plus de 60 % (ILO, 2020).

3. Fuite des cerveaux

La migration des talents formés localement vers l'étranger constitue un défi majeur. Environ 30 % des diplômés universitaires congolais quittent le pays faute d'opportunités professionnelles, privant la RDC de ses ressources humaines les plus qualifiées (UNESCO, 2021). Cette fuite des cerveaux est exacerbée par des salaires faibles et un environnement politique instable, qui découragent les investissements dans l'innovation locale (World Economic Forum, 2022).

2. Perspectives d'avenir : une stratégie transformative pour les universités et instituts techniques en RDC

Pour positionner les universités et instituts supérieurs techniques de la République Démocratique du Congo (RDC) comme des catalyseurs du développement durable, une refonte systémique et multidimensionnelle s'impose. Les défis actuels, sous-financement, déconnexion avec les secteurs productifs et faible rayonnement international, exigent des interventions stratégiques fondées sur des données probantes et des modèles éprouvés. Les perspectives suivantes, articulées autour de quatre axes interconnectés, visent à maximiser leur impact tout en répondant aux spécificités du contexte congolais.

1. Renforcement des capacités institutionnelles : un investissement dans le capital humain et matériel

La modernisation des infrastructures et la formation continue du personnel académique constituent des préalables incontournables. Selon la Banque mondiale (2020), les pays qui investissent au moins 4 % de leur PIB dans l'éducation supérieure enregistrent des gains significatifs en termes d'innovation et de productivité. En RDC, où ce taux stagne bien en deçà de 1 % (Teferra, 2013), un effort budgétaire accru est essentiel pour équiper les campus de laboratoires modernes, de bibliothèques numériques et de technologies de pointe. Par exemple, l'intégration de systèmes de modélisation environnementale pourrait permettre aux étudiants et chercheurs d'analyser les impacts de la déforestation ou de l'exploitation minière avec une précision accrue (IPCC, 2021). Parallèlement, des programmes de formation pour les enseignants, axés sur les pédagogies actives et les approches interdisciplinaires, renforceraient la qualité de l'enseignement, alignant ainsi les compétences des diplômés sur les standards internationaux (UNESCO, 2021).

2. Synergies avec les secteurs productifs : un pont entre théorie et pratique

La création de partenariats dynamiques entre universités, industries et organisations non gouvernementales est cruciale pour traduire les connaissances académiques en solutions concrètes. Altbach et Knight (2007) démontrent que les collaborations public-privé augmentent l'employabilité des diplômés de 20 à 30 % dans les contextes où elles sont bien structurées. En RDC, cela pourrait se traduire par des programmes d'alternance dans des secteurs stratégiques comme l'énergie ou l'agriculture durable. Par exemple, un partenariat avec des entreprises minières pourrait financer des recherches sur des techniques d'extraction à faible empreinte carbone, répondant ainsi aux critiques environnementales formulées par l'UNEP (2020). De plus, la mise en place de pôles d'innovation conjoints ,associant universités, start-ups et ONG — permettrait de développer des prototypes adaptés aux réalités locales, tels que des systèmes d'irrigation solaire pour les petits agriculteurs (World Bank, 2021).

3. Mobilisation des ressources financières : une approche pluri-source

L'augmentation des financements doit s'appuyer sur une stratégie diversifiée, combinant ressources nationales et internationales. Les fonds publics, bien que limités, pourraient être complétés par des subventions de bailleurs comme l'Union européenne ou la Banque africaine de développement, qui ont déjà soutenu des projets éducatifs en Afrique subsaharienne (Teferra, 2013). Par ailleurs, l'implication du secteur privé via des mécanismes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) offre une opportunité sous-exploitée. Par exemple, les compagnies minières, qui génèrent des milliards de dollars annuels en RDC, pourraient financer des chaires de recherche sur la gestion durable des ressources, créant ainsi un cercle vertueux entre profits économiques et avancées scientifiques (World Economic Forum, 2022). Enfin, des campagnes de crowdfunding ciblant la diaspora congolaise, estimée à plus de 5

millions de personnes, pourraient mobiliser des fonds pour des projets pilotes, comme des fermes expérimentales agroécologiques (UNESCO, 2021).

4. Promotion de l'innovation locale et rétention des talents : ancrer le développement dans le contexte congolais

Encourager l'entrepreneuriat et retenir les talents locaux nécessitent des politiques proactives et incitatives. Les universités doivent intégrer des modules d'entrepreneuriat vert dans leurs curricula, formant les étudiants à concevoir des solutions adaptées aux défis congolais, comme des unités de recyclage des déchets ou des micro-réseaux solaires (Ahmedova, 2023). La création d'incubateurs universitaires, soutenus par des subventions publiques et privées, offrirait aux jeunes diplômés un espace pour transformer leurs idées en entreprises viables. Par exemple, un incubateur axé sur les énergies renouvelables pourrait répondre à la demande énergétique rurale tout en créant des emplois locaux. Pour freiner la fuite des cerveaux — qui touche environ 30 % des diplômés congolais (UNESCO, 2021) —, des incitations fiscales pour les chercheurs et des bourses de retour pour les talents expatriés sont essentielles. Ces mesures, inspirées de modèles réussis au Rwanda et au Ghana (World Bank, 2020), permettraient de capitaliser sur le capital humain formé localement.

De ce qui précède, notons que ces perspectives s'inscrivent dans une approche systémique où chaque axe renforce les autres. Un investissement accru dans les infrastructures et la recherche (axe 1) doit s'accompagner de partenariats avec le secteur privé (axe 2) pour garantir des débouchés pratiques. La mobilisation de financements diversifiés (axe 3) soutient à la fois la modernisation des campus et les initiatives entrepreneuriales (axe 4), tandis que la coopération régionale avec des réseaux comme l'Association des universités africaines amplifie la visibilité internationale des institutions congolaises (Teferra, 2013). Cette stratégie intégrée vise à transformer les universités et instituts techniques en hubs d'innovation durable, capables de convertir les richesses naturelles et humaines de la RDC en opportunités économiques et écologiques pérennes.

3. Conclusion

La République Démocratique du Congo (RDC), avec ses ressources naturelles exceptionnelles et son capital humain prometteur, se trouve à un carrefour décisif où le développement durable pourrait transformer son paysage socio-économique. Cet article a démontré que les universités et instituts supérieurs techniques détiennent un potentiel stratégique pour catalyser cette transition, à travers une triple mission : former une main-d'œuvre qualifiée capable de répondre aux défis locaux (UNESCO, 2021), produire des innovations adaptées aux enjeux environnementaux et économiques (Adams & Bell, 2016), et sensibiliser les communautés pour façonner une conscience durable (Ahmedova, 2023). Cependant, ce potentiel reste largement inexploité en raison de contraintes structurelles majeures : un sous-financement chronique qui limite les infrastructures et la recherche (Teferra, 2013), une déconnexion persistante avec les secteurs productifs qui freine l'application des savoirs

(Altbach & Knight, 2007), et une fuite des cerveaux qui prive le pays de ses talents les plus précieux (UNESCO, 2021).

Face à ce paradoxe « une richesse immense coexistant avec des défis profonds », les perspectives d'avenir proposées offrent une feuille de route ambitieuse mais réalisable. Le renforcement des capacités institutionnelles, via des investissements dans les infrastructures et la formation des enseignants, est essentiel pour aligner l'éducation supérieure sur les standards internationaux (World Bank, 2020). Les synergies avec le secteur privé, à travers des partenariats dynamiques, peuvent transformer les connaissances en solutions concrètes, comme des technologies d'extraction durable ou des systèmes énergétiques renouvelables (UNEP, 2020). La mobilisation de financements diversifiés, incluant les ressources publiques, privées et internationales, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat local via des incubateurs, permettront de maximiser l'impact économique et écologique tout en retenant les talents (World Economic Forum, 2022). Ces recommandations, interconnectées dans une approche systémique, visent à repositionner les institutions congolaises comme des hubs d'innovation durable, capables de convertir les atouts de la RDC en opportunités pérennes.

De ce qui précède, nous retenons donc que les universités et instituts supérieurs techniques ne doivent pas se limiter à former des individus, mais ambitionner de façonner une société résiliente face aux défis du XXIe siècle : déforestation, changement climatique, inégalités sociales. Leur succès dépendra d'un engagement collectif impliquant l'État, le secteur privé et les partenaires internationaux, dans une vision à long terme où l'éducation devient le levier d'une transformation socio-économique et environnementale durable en RDC. Comme le souligne Sen (1999), le développement véritable repose sur la liberté de déployer ses capacités : en libérant le potentiel de ses institutions d'enseignement supérieur, la RDC peut non seulement surmonter ses paradoxes, mais aussi s'affirmer comme un modèle de durabilité en Afrique subsaharienne.

4. Bibliographie

Adams, W. M., & Bell, S. (2016). *Sustainability: Critical concepts in the social sciences*. Routledge. https://doi.org/10.4324/9781315883243

Ahmedova, S. (2023). The role of universities in the development of technological entrepreneurship and innovation. *E3S Web of Conferences*. https://doi.org/10.1051/e3sconf/2023XXXXX

Al-Shuaibi, A. (2014). *The importance of education*. Salalah College of Technology. https://www.researchgate.net/publication/260075970_The_Importance_of_Education

Al-Youbi, A., Zahed, A. H. M., Nahas, M. N., & Hegazy, A. (2021). The roles of universities in development. In *The leading world's most innovative universities* (pp. 1–8). https://www.researchgate.net/publication/348877792_The_Roles_of_Universities_in_Development

Altbach, P. G., & Knight, J. (2007). The internationalization of higher education: Motivations and realities. *Journal of Studies in International Education, 11*(3–4), 290–305. https://doi.org/10.1177/1028315307303542

Ascough, R. S., Balme, G., & Teferra, D. (2018). *African higher education: Challenges and opportunities*. Brill Sense. https://doi.org/10.1163/9789004362512

Clauzard, P. (2014). *Concepts sciences de l'éducation et de la formation*. MCF Université de la Réunion – ESPE. https://www.philippeclauzard.com/conceptscienceseducation.pdf

Doharey, R. K., Verma, A., Verma, K., & Yadav, V. R. (2023). *Agriculture extension education*. S.R. Scientific Publication.

Global Forest Watch. (2022). *Deforestation in the Democratic Republic of Congo*. https://www.globalforestwatch.org/dashboards/country/COD/

ILO (International Labour Organization). (2020). *Youth employment in Sub-Saharan Africa*. International Labour Office. https://www.ilo.org/global/topics/youth-employment/publications/WCMS_737578/lang--en/index.htm

IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). (2021). *Climate change 2021: The physical science basis*. Cambridge University Press. https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/

Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.

Sossou, K. B. (2025). *Universités africaines : Productivité invisible et défis mondiaux*. Éditions Lubumba.

Teferra, D. (2013). *Funding higher education in Sub-Saharan Africa*. Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9781137345783

UNEP (United Nations Environment Programme). (2020). *Environmental impacts of artisanal mining in the DRC*. https://www.unep.org/resources/report/environmental-impacts-artisanal-mining-drc

UNESCO. (2021). *Education for sustainable development: A roadmap*. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374802

World Bank. (2020). *The human capital project: Investing in people for growth and resilience*. World Bank Group. https://www.worldbank.org/en/publication/human-capital

World Bank. (2021). *Democratic Republic of Congo: Country overview*. https://www.worldbank.org/en/country/drc/overview

World Economic Forum. (2022). *The global competitiveness report 2022*. World Economic Forum. https://www.weforum.org/reports/global-competitiveness-report-2022

WWF (World Wide Fund for Nature). (2022). *Protecting Salonga National Park: Challenges and opportunities*. https://www.worldwildlife.org/projects/salonga-national-park



PARTENAIRES ET RESEAUX

ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER

CAIRN.INFO CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

diliCOM LE RÉSEAU DU LIVRE

BDL Banque du Livre asbl

doi Crossref Content Registration

MEDIATHEQUE DÉPARTEMENTALE du Gers

MOUVEMENT LAUDATO SI' Catholiques pour notre maison commune

parcours formation

MOOC Gestion de Projet

MAXITY

CS4ME CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

UOC UNIVERSITE VIRTUELLE DU CONGO

10.000 {CODEURS} 2015-2025

JEUNESSE AFRICAINE POUR L'ENVIRONNEMENT

UNITED FOR HUMAN RIGHTS

Youth for Human Rights International

AGAPE asbl Amour sans condition et sans limite

RESEAU ELIKYA

FORUM INTERNATIONAL de GOMA pour la RESOLUTION des CONFLITS

COPAS

REVUE PLURIDISCIPLINAIRE AFRICAINE DE L'ENVIRONNEMENT

AS

AGOS EFFICACITÉ SOLIDARITÉ PAIX

IJAS

Scopalto ACADEMIA

Editions Lumumba, un nouvel élan de l'édition africaine

10, avenue de la Moto x boulevard Ms'iri, Quartier Gambela, commune de Lubumbashi, ville de Lubumbashi, République démocratique du Congo
Tél. : 00243 90 433 70 19
contact@editionslumumba.com
www.editionslumumba.com

Imprimé en République démocratique du Congo

©Edition Lumumba, avril 2025

Afrindala Group
« New African Generation »
www.afrindalagroup.com

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse (APANAEFJ)
Courriel : info@apanaefj.org
Site web : www.apanaefj.org

Siège : 10, Avenue de la Moto croisement Boulevard M'siri, Ville de Lubumbashi, RD Congo

APANAEFJ

REVUE PANAFRICAINE DE LA JEUNESSE

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Publiée par les Editions Lumumba
Avec le soutien
d'Afriscience

&

Association Panafricaine pour l'Encadrement et
la Formation de la Jeunesse
(APANAEFJ)

Courriel : rpj@afriscience.org
Site web : www.afriscience.org
Tél. (+243) 973738975
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo